

## Prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de transport d'électricité (TURPE 6 HTB)

*Date de la contribution : 12/11/2020*

**Question 1 :** Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par RTE et la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

Le SER partage les principaux enjeux relevés par la CRE, notamment concernant l'accélération de l'intégration des énergies renouvelables au système électrique. D'après la programmation pluriannuelle de l'énergie publiée en avril 2020, sur la période du TURPE 6 c'est environ 8-10 GW d'éolien terrestre (26-27 GW environ en 2025), 3 GW d'éolien en mer et environ 10-15 GW de solaire photovoltaïque (24-28 GW environ en 2025) ainsi que quelques centaines de MW pour l'hydroélectricité et la méthanisation qui devront être raccordés. C'est donc un quasi doublement de la puissance installée d'énergies renouvelables variables, tendance qui va se prolonger lors du TURPE 7, comme prescrit par la loi de transition énergétique de 2015 et la loi énergie-climat de 2019 (40% de la production électrique française issue de sources d'énergies renouvelables en 2030, 50% d'EnR en 2035 du fait du plafonnement du nucléaire à 50% de la production).

A ce titre il est essentiel que le TURPE 6 soit conçu pour préparer ces objectifs. Comme l'a montré le Schéma Décennal de RTE en 2019, le réseau de transport n'a aucune raison d'être un facteur limitant de la transition électrique d'ici 2035 si celui-ci est convenablement préparé avec les bons investissements, dont l'enveloppe globale est comparable aux investissements consentis dans les années 1970-1990 pour le développement du réseau HTB3 et le triplement de la consommation électrique française. Or les temps de développement et de construction du réseau (cinq à dix ans) sont tels que, pour atteindre les objectifs de transition électrique à 2030-2035, le TURPE 6 est la période charnière pour accélérer les études et préparer les investissements : il doit donc prendre en compte cette nécessaire anticipation en donnant les moyens humains et financiers nécessaires au gestionnaire de réseau de transport.

**Question 2 :** Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

**Question 3 :** Êtes-vous favorable au maintien de la rémunération des immobilisations en cours au coût de la dette, et non pas au CMPC ?

**Question 4 :** Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?

**Question 5 :** Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

**Question 6 :** Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 HTB (maintien du fonctionnement actuel) ?

**Question 7 :** Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 HTB ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

l'article L. 321-11 du code de l'énergie dispose en son quatrième alinéa :

« [...] Tout producteur dont les installations disposent d'une capacité constructive de réglage de la fréquence ou de la tension met, en application de l'article L. 342-5, cette capacité à la disposition du gestionnaire du réseau public de transport, selon des modalités de participation et des **règles de détermination de la rémunération fondées sur des critères objectifs et non discriminatoires**, qui sont élaborées et publiées par le gestionnaire du réseau public de transport. »

Comme la CRE le souligne, ces règles SSY U doivent évoluer prochainement. Cependant les producteurs EnR HTA vont être sollicités avant l'élaboration de ces règles dès l'année 2020 : des avenants au CARDi avec une modification de la consigne à  $\tan(\phi) = -0,3$  vont être envoyés par Enedis, alors même que cette consigne ne peut, d'après le CARDi (paragraphe 5) être modifiée que dans le cas de besoin sur le réseau de distribution (besoins qui n'existent pas d'après Enedis), et non pour des problématiques de transport :

« La Puissance réactive fournie ou absorbée par l'Installation de Production au Point de Livraison, dans les limites prévues par la Convention de Raccordement ou en l'absence de celle-ci par les textes réglementaires en vigueur au moment du raccordement, **est déterminée par Enedis en fonction des impératifs d'exploitation du Réseau [de distribution] auquel est raccordée cette Installation.** »

Au-delà de la mauvaise utilisation du CARDi (Enedis-FOR-CF\_13E) qui pourrait être faite ici pour envoyer des avenants incompatibles avec ce paragraphe Il va donc y avoir une situation doublement incompatible avec l'article L. 321-11 du code de l'énergie :

- Situation discriminatoire, car des producteurs raccordés en HTB auront des règles différentes des producteurs HTA pour un service rendu similaire ;
- Situation sans rémunération, alors même que la loi explicite bien que la mise à disposition des capacités constructives de réglage de la tension doit être rémunérée si elles sont activées.

Le SER appelle donc à prévoir une enveloppe adaptée dans le cadre du TURPE 6 pour résoudre cette problématique, et à accélérer au plus vite les discussions pour que ces écarts juridiques soient clarifiés et que les producteurs EnR HTA soient traités de manière non discriminatoire sur la fourniture de SSY U.

**Question 8 :** Partagez-vous la position de la CRE selon laquelle la hausse des trajectoires financières relatives à la gestion des actifs est pertinente mais doit être conditionnée à la réalisation des objectifs opérationnels sous-jacents ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable à ce que la régulation des actifs permette d'envoyer des signaux pour identifier autant que faire se peut des mutualisations entre la question du renouvellement des réseaux et celui de son adaptation aux nouveaux usages, dont l'insertion des EnR.

Ce levier a été mal chiffré dans le cadre du SDDR alors qu'il pourrait permettre, en accélérant des renouvellements ou en les déplaçant géographiquement légèrement, de diminuer le coût global du réseau de transport pour la collectivité. Une régulation incitative permettrait d'envoyer un signal au gestionnaire pour qu'ils identifient au mieux les potentiels d'économies de ce levier.

**Question 9 :** Êtes-vous favorable aux propositions d'évolutions de la CRE pour l'incitation sur le volume et le prix d'achat des pertes supportées par RTE ?

**Question 10 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en œuvre une régulation incitative portant sur les coûts de constitution de l'ensemble des réserves d'équilibrage, et à son paramétrage ?

**Question 11 :** Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation des coûts de congestions nationales et internationales ?

**Question 12 :** Dans le contexte actuel de forte hausse des investissements, êtes-vous favorable à la mise en place de l'incitation envisagée par la CRE à la maîtrise et à la priorisation des dépenses d'investissements pour le TURPE 6 HTB ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable à la maîtrise des coûts des investissements envisagés par RTE pour atteindre les objectifs de sécurité de l'approvisionnement électrique et de transition électrique fixé par la loi et la réglementation.

Cependant l'introduction d'un plafond ne semble pas être une incitation pertinente car elle inciterait RTE, dès le premier euro d'investissements, à limiter son enveloppe globale afin de ne pas atteindre ledit plafond. Une telle approche serait contre-productive et serait de nature à retarder inutilement des investissements considérés comme « sans regrets » sur le long-terme, ce qui conduirait à terme des surcoûts plus importants (plus de congestions) du fait de la non-disponibilité à temps des ouvrages.

Le SER est donc défavorable à la mise en place de ce plafond et recommande d'approfondir la maîtrise des coûts et les dispositifs existants plutôt que d'en rajouter un autre.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où ce plafond serait retenu, le SER est défavorable à ce que les renforcements prévus dans les schémas régionaux de raccordement soient intégrés dans ce mécanisme, au même titre que les raccordements des parcs éoliens en mer (les créations ne relevant de toute façon pas de la BAR et n'ayant pas vocation à intégrer un tel mécanisme). Le SER rappelle que ouvrages de renforcement sont décidés collégialement par les parties prenantes régionales, y compris les conseils régionaux et les AODE, et sont considérés comme nécessaires par ces dernières afin d'atteindre les ambitions des SRADDET et de la PPE.

Afin d'éviter tout effet négatif ce plafond, dans l'éventualité de son introduction un plancher devrait aussi être introduit en dessous duquel un malus serait appliqué à RTE si les investissements se trouvaient en deçà de son plancher (càd insuffisant pour atteindre les objectifs fixés par la loi).

**Question 13 :** Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements proposées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Favorable

Commentaire :

Le SER y est favorable.

**Question 14 :** Êtes-vous favorable, pour le TURPE 6 HTB, à l'extension de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements à des projets plus petits sélectionnés aléatoirement par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Le SER y est favorable et propose que les projets des S3REnR financés par les producteurs et n'ayant pas vocation à intégrer la BAR puissent aussi être sélectionnés et audités de manière aléatoire.

**Question 15 :** Etes-vous favorable à la mise en œuvre d'un unique plancher de rémunération appliqué à la somme des trois incitations ?

**Question 16 :** Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

**Question 17 :** Etes-vous favorable à la mise en œuvre du cadre de régulation ad hoc proposé par la CRE s'agissant des projets immobiliers des sièges régionaux de Lille et de Marseille ?

**Question 18 :** Avez-vous des observations à formuler sur les indicateurs de suivi envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

**Question 19 :** Etes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable au suivi de l'énergie non évacuée afin d'avoir un indicateur de performance de la mise en œuvre des flexibilités des EnR (levier d'économie de 7 Mrd€ d'ici 2035). Le suivi de cet indicateur devra permettre de quantifier l'amélioration du processus afin de limiter la production au plus près de la contrainte selon une logique curative et non préventive pour maximiser autant que faire se peut la valeur pour le système électrique de la flexibilité et de la pilotabilité des EnR.

**Question 20 :** Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation de la qualité d'alimentation ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable aux orientations de la CRE.

**Question 21 :** Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant les coupures longues sur le RPD issues du RPT ?

**Question 22 :** Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Le SER constate que l'enveloppe prévue pour la R et D est stabilisée alors qu'un système électrique en transition nécessitera davantage de R et D, notamment pour permettre des baisses de coûts importantes sur le long-terme en déployant des innovations techniques adaptés aux évolutions en cours.

Le SER estime notamment que la R et D de RTE devrait être davantage mobilisée sur des sujets comme le développement d'interfaces HTB3/HTA ou le développement de techniques pour des piquages plus systématiques sur les lignes HTB afin d'éviter les surcoûts de création de poste en coupure pour des raccordements de faible puissance (50 MW), ce qui induit des surcoûts importants que les producteurs ne peuvent prendre en charge et rendent des capacités d'accueil techniquement disponibles, économiquement inaccessibles.

**Question 23 :** Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet « Smart grids » afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La sous-utilisation de ce guichet « smart grids » nécessiterait de s'interroger sur son périmètre et sa conception afin qu'il soit davantage sollicité.

**Question 24 :** Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable aux orientations de la CRE.

**Question 25 :** Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable à ce cadre incitatif. Le SER rappelle notamment que la mise en place des nouvelles règles SSY U a pris beaucoup plus de temps que prévu initialement (cf. réponse question 7).

La mise en place de la contractualisation des flexibilités EnR pour les congestions avec un horizon à octobre 2024 semble cependant éloigné, sachant que ces flexibilités EnR sont déjà sollicités à l'heure actuelle dans un cadre temporaire.

**Question 26 :** Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées à l'exploitation du système électrique de RTE ?

Le SER est inquiet des orientations de la CRE concernant les enveloppes allouées à l'achat des services systèmes et équilibrages, en particulier pour la question du réglage de la tension qui devient de plus en plus un enjeu majeur

(cf. réponses précédentes, notamment la 7), notamment du fait de la crise sanitaire dont les ramifications à long-terme pourrait entraîner des variations localisées de la consommation qui pourraient se refléter dans la tenue du plan de tension.

**Question 27 :** Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées à l'exploitation du système électrique) de RTE ?

Le SER constate que la CRE propose d'aligner la croissance des effectifs de RTE sur la BAR. Cependant, du fait d'une part importante d'investissements qui vont être réalisés hors BAR dans le cadre des S3REnR (plusieurs milliards d'euros d'ici 2030), une telle situation risque d'être préjudiciable à la bonne réalisation de ces investissements. Le SER propose donc de revoir la croissance des effectifs en intégrant aussi les ouvrages prévus dans les S3REnR dans le calcul des effectifs.

**Question 28 :** Avez-vous des observations à formuler quant à la trajectoire de recettes d'interconnexion que la CRE envisage de retenir pour le TURPE 6 HTB ?

**Question 29 :** Avez-vous des remarques concernant le niveau du CMPC pour la période du TURPE 6 HTB et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?

**Question 30 :** Êtes-vous favorable à la hausse majeure de la trajectoire d'investissements envisagée, qui passent de moins de 1,5 Md€/an entre 2017 et 2019 à près de 2,2 Md€/an sur la période du TURPE 6 HTB, qui aboutit à une évolution prévisionnelle de la base d'actifs régulés de +23 % entre le 1er janvier 2020 et le 1er janvier 2025 ?

Favorable

Commentaire :

Le SER est favorable à la trajectoire proposée. Le SER rappelle que la hausse des dépenses d'investissements du gestionnaire de réseau de transport est la traduction d'évolutions législatives et réglementaires, ainsi que des besoins de renouvellement des ouvrages anciens, indépendants de la transition électrique, et d'adaptation aux enjeux de la transition énergétique qui ont été déclinés dans le SDDR.

Par ailleurs, le SER rappelle que l'évolution à la hausse de la BAR du fait du changement de périmètre des raccordements de l'éolien en mer est une évolution du mode de couverture des coûts, mais ne constitue pas en soi un surcoût pour le système électrique : inversement cela devrait permettre de diminuer les coûts au global pour le système électrique et la collectivité.

**Question 31 :** Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » ?

Les systèmes d'information de RTE doivent être renforcées du fait de la nature des nouveaux moyens de production, notamment pour mettre en œuvre la flexibilité des moyens de production avec des temps de réponse pertinent. Une trajectoire d'investissements en diminution sur la partie SI semble incompatible avec l'exigence de modernisation.

**Question 32 :** Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant les quantités d'énergie transportées pour la période du TURPE 6 HTB ?

**Question 33 :** Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 HTB ?

**Question 34 :** Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

**Question 35 :** Etes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la hausse de la composante de gestion pour les domaines de tension HTB ?

**Question 36 :** Etes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la stabilité de la composante de comptage pour les domaines de tension HTB ?

**Question 37 :** Etes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTB ?

**Question 38 :** Etes-vous favorable au maintien à 0,04 du coefficient des dépassements pour les domaines de tension HTB 2 et HTB 1 ?

**Question 39 :** Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE s'agissant de la facturation de l'énergie réactive pour les consommateurs industriels ?

**Question 40 :** Etes-vous favorable à l'évolution envisagée par la CRE du terme d'injection en HTB 3 et 2 ?

Défavorable

Commentaire :

Le SER ne comprend pas l'évolution proposée à la hausse de 15% du tarif d'injection car elle ne correspond pas aux chiffres que l'on retrouve à d'autres endroits dans la consultation : en page 73 il est estimé que 440 TWh seront soumis à cette composante d'injection, soit un revenu de 88 M€ pour une composante à 0,20 €/MWh, et de 101 M€ pour une composante à 0,23 €/MWh.

Or en page 55, il est précisé que le coût du mécanisme de compensation inter-GRT devrait rester autour de 15 M€ sur toute la période, comme pour la précédente. Pour la question des pertes liés aux exports, il n'est pas précisé de détails sur cette hausse et par ailleurs, la trajectoire actuelle des prix de marché de l'électricité post covid-19 devrait conduire à une modération de la hausse de ce poste.

Le SER estime donc que la composante d'injection est actuellement déjà surestimée par rapport à ce qu'elle est censée couvrir et qu'une nouvelle hausse massive (+15%) de cette dernière serait incompatible avec les recommandations de l'ACER de maintenir cette composante aussi faible que possible pour éviter des distorsions de concurrence pays interconnectés.